

Le Burundi va renforcer l'intégration de la tourbe dans la fertilisation du sol

@rib News, 30/11/2018 – Source Xinhua Le Burundi va renforcer le recours aux "expériences étrangères" sur l'intégration de la tourbe dans la fertilisation du sol Le gouvernement du Burundi va renforcer le recours aux "expériences étrangères" sur l'intégration de la tourbe dans la fertilisation du sol, a révélé vendredi à Bujumbura M. Pascal Ninkunda, directeur général de l'Office National de la Tourbe (ONATOUR) placé sous la tutelle directe du ministre burundais de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines.

M. Ninkunda s'entretenait avec Xinhua en marge des travaux d'un atelier de réflexion sur l'intégration de la tourbe dans la formulation des fertilisants "organo-minéraux" au Burundi. Le 21 mars 1977, le président burundais d'alors a signé le décret portant création de l'ONATOUR dont l'une des missions principales est la promotion et la vulgarisation de la tourbe et de ses dérivés par l'industrie et l'agriculture. "C'est dans le cadre de la réalisation de cette mission que l'ONATOUR, en s'inspirant notamment de certains pays producteurs de la tourbe comme l'Irlande, l'Allemagne, l'Indonésie, la Russie et la Malaisie, avait initié depuis 1988 un projet de production du fertilisant du sol à base de la tourbe mélangé avec du fumier et amélioré avec quelques engrais chimiques en petite quantité", a-t-il précisé. La relance du projet de fabrication du fertilisant à base de la tourbe au Burundi après l'interruption du chantier ad hoc au lendemain du déclenchement de la guerre civile interburundaise d'octobre 1993, a-t-il expliqué, vise un triple objectif. Il s'agit de rechercher une solution appropriée à la problématique de dégradation physico-chimique des terres arables pauvres en humus, produire un fertilisant local "moins coûteux et efficient" dans le secteur agricole, et économiser les devises du pays pour importer les engrais chimiques. "En effet, la plus grande valeur ajoutée de ce fertilisant à base de la tourbe en cas de son adoption par les instances habilitées, est que dans un contexte burundais où la majorité de la population est pauvre, est qu'elle sera moins chère par rapport aux engrais chimiques importés", a-t-il laissé entendre par ailleurs. A ce jour, les réserves tourbières au Burundi sont estimées à 150 millions de tonnes dont 57 millions de tonnes "économiquement" exploitables.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});